



MUNICIPALES

Ces maires qui tentent de réanimer le commerce rural

Quand les commerces disparaissent, c'est tout le cœur des villages qui vacille. Pourtant, de distributeurs automatiques en boulangeries renaissantes ou épiceries associatives, des solutions émergent pour recréer du lien et redonner vie aux territoires ruraux.

LES ENJEUX

■ **Maintenir l'accès aux services** essentiels est primordial pour la survie des villages.
■ **Le rôle des commerces** va alors bien au-delà de la vente : il s'agit surtout

de préserver et de recréer du lien social.
■ **Pour être pérennes**, les modèles économiques doivent s'adapter et faire preuve de pragmatisme.

Un commerce qui ferme, a fortiori en zone rurale, ce n'est jamais anodin. C'est le risque de voir tout un village déperir... Or cette disparition progressive des commerces de proximité est une réalité. En France, au 31 décembre 2023, plus de six communes sur dix ne comptaient plus aucun commerce de détail, contre 25 %, seulement, en 1980, selon l'Insee. Cela représente plus de 21 000 communes, dont 98 % sont rurales. Ainsi, le moindre achat, la moindre baguette de pain, devient une aventure, nécessitant de prendre son vélo, pour les plus courageux, sa voiture, plus sûrement. Dans les deux cas, c'est difficile pour les personnes âgées, contribuant à leur isolement, puis à leur départ, plus précoce que voulu, en Ehpad. Les volets des maisons se ferment, les rues ne voient plus passer grand monde, c'est l'émergence de trop nombreux

62 %

La part de communes françaises ne disposant d'aucun commerce (soit plus de 21 000), contre 25 % en 1980

Moins de 15 % La proportion des communes de moins de 1 000 habitants qui, en France, ont une boulangerie

Source : Insee

« Au-delà du côté pratique, avec les biens de première nécessité que l'on y trouve, c'est aussi un point de rencontre, propre à recréer du lien social. »

Jacques Lagnien, maire de Vriange (Jura), en parlant de l'épicerie associative du village

villages fantômes. Une fatalité ? Heureusement pas, même si le combat pour revivifier les territoires est de longue haleine. À Grandpuits-Bailly-Carrois, en Seine-et-Marne, commune de 1 000 habitants, cela se traduit par une approche très pragmatique. Plutôt que de tenter de recréer un commerce traditionnel, la mairie a opté pour l'installation de distributeurs automatiques de pains et de pizzas. « Notre feuille de route a été de réfléchir en termes d'écosystème global. Qu'est-ce que nous pouvions faire pour faciliter le quotidien des habitants et, même sans installer de commerce à proprement parler, comment faire en sorte de recréer du lien ? C'est la raison pour laquelle nous avons opté pour un pôle multimodal : ces distributeurs sont juste à côté d'un abri de bus, auquel nous avons ajouté un abri sécurisé pour les vélos », témoigne le maire (sans étiquette), Jean-Jacques Brichet. Les deux distributeurs sont opé-

rationnels depuis fin janvier. Il est trop tôt pour dresser le moindre bilan, mais l'exploitant local y voit l'occasion d'y vendre jusqu'à 62 baguettes chaque jour. Les habitants, eux, retrouvent enfin la possibilité d'acheter tranquillement leur pain, sur un lieu de passage qu'ils ont déjà l'habitude de fréquenter. « Un commerce en dur ne serait pas viable. Cette solution technologique nous est apparue comme la meilleure pour répondre aux besoins des habitants, et notre pari est que, même s'il ne s'agit que d'un automate, cela permette de recréer du lien », indique le maire. Ce dernier précise ne pas demander de redevance à l'exploitant. « Notre objectif est de proposer un service utile, rien d'autre », plaide-t-il.

Repeuplement des villages

Cette idée de service, on la retrouve à Corn, dans le Lot. Ici, dans cette commune de 262 habitants, la réouverture d'une boulangerie est portée cette année par le projet du Fournil de Violaine. Un grand moment pour ce village qui, comme tant d'autres, comptait encore, dans les années 1950, pas moins de « huit cafés, deux épiceries, un boulanger et de nombreux artisans », énumère le maire (sans



une petite parcelle pour l'installation d'une terrasse qui, je l'espère, permettra de fidéliser plus encore la clientèle », explique le maire. Pour celui-ci, l'enjeu dépasse le simple commerce : « Il s'agit de travailler sur le long terme, remettre les services au plus près des habitants et ainsi les aider à vivre plus longtemps chez eux, quand ils sont âgés, ou les inciter à s'installer, quand ils sont plus jeunes. »

Rien d'inéluctable

Mêmes enjeux, mais choisis un peu différents du côté de Vriange, dans le Jura où, ici, c'est un modèle associatif qui permet au commerce de renaître. Là où hier trônait un salon de coiffure, se trouve aujourd'hui une épicerie associative, ouverte deux demi-journées par semaine, portée par des habitants, bénévoles, et soutenue par le réseau Bouge ton Coq. Les produits proviennent de producteurs locaux et si le système d'adhésion, inhérent au concept, peut freiner certaines familles, les retours sont positifs.

« C'est une belle initiative que nous soutenons. Le local appartient à la mairie et nous ne demandons pas de loyer. Au-delà du côté pratique, avec les biens de première nécessité que l'on y trouve, c'est aussi un point de rencontre, propre à recréer du lien social. C'est important dans un village comme le nôtre qui comptait autrefois trois bistrot. On a tout perdu au fil des années, mais cela n'a rien d'in-

étiquette), Dominique Legresy. Au fil des ans, tout ce tissu commercial a disparu, hormis un restaurant. Mais alors que la commune a gagné environ 30 % de population en vingt ans, l'heure est enfin au renouveau. Formée à l'École internationale de boulangerie, Violaine Rebouillat, la future exploitante, prévoit une production de pain au levain à longue conservation, avec deux à trois fournées par semaine. Et si la commune n'est pas à l'origine du projet, elle l'accompagne avec enthousiasme. « Nous sommes en soutien, aidant comme on le peut, du point de vue administratif notamment, ou encore en cédant

Le local de l'épicerie associative, Le Comptoir des anges à Vriange (39), tenue par des bénévoles, appartient à la mairie qui ne fait pas payer de loyer.

« Il s'agit de remettre les services au plus près des habitants et les aider à vivre plus longtemps chez eux, ou les inciter à s'installer, quand ils sont plus jeunes. »

Dominique Legresy, maire de Corn (Lot), en évoquant la réouverture de la boulangerie

luctable : on était 120 en 2014, nous sommes 163 aujourd'hui. Il y a des jeunes, il y a des enfants, il y a de la place pour faire revivre des commerces », assure le maire (sans étiquette), Jacques Lagnien.

Ailleurs, dans des bourgs plus importants, mais toujours ruraux, si le tissu commercial a pu parfois mieux résister, c'est en gardant ses grandes spécificités. Ici, c'est alors le royaume des entreprises indépendantes, ancrées localement. C'est le cas à Rouffach, dans le Haut-Rhin, 4 500 habitants, où 80 % des commerces sont exploités par des indépendants. Parmi eux, une institution, le magasin Extra, entreprise familiale créée il y a cinquante ans, et aujourd'hui dirigée par Perrine Suhr et son frère, dignes successeurs de leurs parents depuis 2018. « J'ai grandi dans le magasin, littéralement. Les gens nous ont connus petits, ils nous ont vus grandir, cela crée une relation particulière. Et, de notre côté, on fait bien plus que vendre des produits : on répare, on dépanne, on livre, on installe, on conseille. Bref, on fait preuve d'utilité sociale, autant que l'on peut », souligne Perrine Suhr.

À Terrasson, en Dordogne, Christelle Delpech, dans un autre magasin Extra, créé en 2009, s'appuie sur les mêmes leviers. « C'est un défi de tous les jours que de s'installer à son compte, rien n'est jamais simple, mais il y a la reconnaissance des gens et cela n'a pas de prix. C'est du lien social. Nous ne sommes pas que vendeurs ou dépanneurs. Parfois, nous sommes le seul contact que certaines personnes vont avoir durant la semaine », témoigne-t-elle. C'est tout l'enjeu et tout l'intérêt résumés : il ne s'agit pas que de commerce. Il s'agit de relations humaines. ■

JEAN-NOËL CAUSSIL